

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2870

24 novembre 2011

### SOMMAIRE

Absolu Digital S.A. ....	137716	JER Valencia S. à r.l. ....	137723
Ades S.A. ....	137714	JMS Participations, s.à r.l. ....	137723
Alpha Investments S.A. ....	137716	JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l. ....	137723
AMP Capital (International Finance No.2) SA ....	137721	Jutland Retail ....	137720
AT34 S.à r.l. ....	137724	Kaha SCI ....	137724
Ben & Gaet Import - Export s.e.c.s. ....	137730	Kalmar Capital S.A. ....	137729
Bilfinger Berger Global Infrastructure SI- CAV S.A. ....	137732	KDC S.A. ....	137729
BRE/Chestnut Topco II S.à r.l. ....	137748	Key Plastics Europe S.à r.l. ....	137723
Caris Life Sciences Luxembourg Holdings S.à r.l. ....	137756	Kiri Invest ....	137729
Ifigenia S. à r.l. ....	137755	Lami II S.à r.l. ....	137731
Ilix Holding S.A. ....	137755	LBC Goodwater Holdings S.à r.l. ....	137731
Immobilière Générale du Nord S.A. ....	137714	LBP Lion Holdings S.à r.l. ....	137732
Immobilière Nord-Sud S.A. ....	137715	Leopard S.A. ....	137746
Immobilière Parc Everlange II S.A. ....	137715	Lepus Holdings (Lux) S.à r.l. ....	137730
IN4MATIX S.A. ....	137720	LTH (Logistik, Transport, Handel) S.à r.l. .....	137746
Information Technology Masters Interna- tional S.A. ....	137715	Luisante S.A. ....	137746
Information Technology Masters Techno- logies S.A. ....	137719	Lux Capital Partners S.A. ....	137747
ING Car Lease Luxembourg S.A. ....	137719	Lux Capital Partners S.A. ....	137747
Ingra S.A. ....	137759	Luxdeftec S.A. ....	137747
Innovative Software s.à r.l. ....	137760	Maestro SICAV (Lux) ....	137754
Interior Rent Luxembourg S.A. ....	137759	Magenda-J S.A. ....	137760
Interloge ....	137720	Maitland Luxembourg S.A. ....	137754
Investment World Fund ....	137755	Marais Holding S.à r.l. ....	137754
Issy les Moulineaux S.à r.l. ....	137755	MariTeam S.A. ....	137759
Jabelmalux S.A. ....	137720	MariTeam S.A. ....	137760
		M Groupe Sàrl ....	137747
		M.S. Offset s.à r.l. ....	137748

**Immobilière Générale du Nord S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9237 Diekirch, 3, rue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 95.526.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011144130/10.

(110167206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Ades S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.  
R.C.S. Luxembourg B 71.317.

L'an deux mille onze, le seize août

Par devant Maître Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "ADES S.A. (en liquidation)", (la "Société"), avec siège social à L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 71 317, constituée sous la dénomination de WILBURG HOLDING S.A., suivant acte reçu par Maître Marthe THYES-WALCH, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 30 juillet 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 830 du 09 novembre 1999.

La Société a été mise en liquidation volontaire par acte notarié reçu par M<sup>e</sup> Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 juin 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1402 du 21 juillet 2009.

L'assemblée est présidée par Mme Sophie Henryon, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le Président désigne comme secrétaire et scrutateur Mme Claudia Rouckert, employée privée, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

1.- Réduction du capital d'un montant de EUR 32.500,- (trente-deux mille cinq cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 4.412.500,- (quatre millions quatre cent douze mille cinq cents euros) à EUR 4.380.000,- (quatre millions trois cent quatre-vingt mille euros) par l'annulation de 325 (trois cent vingt-cinq) actions sans désignation de valeur nominale. Affectation du prédit montant de EUR 32.500,- (trente-deux mille cinq cents euros) à une réserve spéciale.

2.- Modification afférente de l'article 3 des statuts suite à la résolution qui précède.

3.- Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux, sont portés sur une liste de présence; cette liste de présence est signée par les actionnaires présents, les mandataires de ceux représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant.

C) Que les procurations des actionnaires représentés, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisée avec lui.

D) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée et que les actionnaires, présents ou représentés, déclarent avoir été dûment notifiés et avoir eu connaissance de l'ordre du jour préalablement à cette assemblée et renoncer aux formalités de convocation d'usage, aucune autre convocation n'était nécessaire.

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de réduire le capital social à concurrence de EUR 32.500,- (trente-deux mille cinq cents euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 4.412.500,- (quatre millions quatre cent douze mille cinq cents euros) à EUR 4.380.000,- (quatre millions trois cent quatre-vingt mille euros) par l'annulation de 325 (trois cent vingt-cinq) actions sans désignation de valeur nominale. L'assemblée décide de ne pas rembourser le produit de la réduction de capital aux actionnaires, mais d'affecter le prédit montant de EUR 32.500,- (trente-deux mille cinq cents euros) à une réserve spéciale.

137715

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier en conséquence les statuts pour y refléter les décisions prises ci-avant, et de donner la teneur suivante à l'article 3 des statuts:

« **Art. 3.** Le capital social est fixé à EUR 4.380.000,- (quatre millions trois cent quatre-vingt mille euros) divisé en 43.800 (quarante-trois mille huit cents) actions sans désignation de valeur nominale.»

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille euros.

DONT ACTE, passé à Esch-sur-Alzette, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Henryon, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18 août 2011. Relation: EAC/2011/11254. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011140118/62.

(110162161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

---

**Immobilière Nord-Sud S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9706 Clervaux, 2, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 106.689.

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale ordinaire du 6 octobre 2011*

1. Les associés ont décidé d'accepter la démission de Monsieur Edgar JOHANNNS du mandat de commissaire aux comptes.

2. Les associés ont décidé de nommer Monsieur Georges RINNEN, étudiant, demeurant à 9b, rue du Parc, L - 9708 CLERVAUX, né le 29 mars 1990 à Luxembourg au mandat de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2015

Junglinster, le 14 octobre 2011.

POUR EXTRAIT CONFORME

Paul LAPLUME

Référence de publication: 2011144131/16.

(110166964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Immobilière Parc Everlange II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9147 Erpeldange, 2, rue Sébastien Conzémus.

R.C.S. Luxembourg B 133.928.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/10/2011.

Signature.

Référence de publication: 2011144132/10.

(110167330) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Information Technology Masters International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 62.133.

Par résolutions circulaires en date du 18 octobre 2011, les administrateurs ont décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec effet au 15 octobre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

*Pour la société*

TMF Management Luxembourg S.A.

*Signataire autorisé*

Référence de publication: 2011144134/15.

(110167500) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Absolu Digital S.A., Société Anonyme,  
(anc. Alpha Investments S.A.).**

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 8, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 148.723.

L'an deux mille onze, le vingt et un septembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg), s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «ALPHA INVESTMENTS S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social au 13, avenue du Bois, L-1251 Luxembourg,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 148.723, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 13 octobre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2176 du 06 novembre 2009, page 104404, (ciaprès: «la Société»).

Les statuts de la Société ne furent pas modifiés jusqu'au jour de la présente assemblée générale extraordinaire.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Yvon HELL, expert comptable, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Blanche da ROCHA, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Frédéric FELLER, comptable, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1. Modification de la dénomination sociale de la Société de «ALPHA INVESTMENTS S.A.» en celle de «ABSOLU DIGITAL S.A.» et modification afférente de l'article premier des statuts de la Société.

2. Transfert du siège social de son adresse actuelle, L-1251 Luxembourg, 13 avenue du Bois au 8 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette et modification subséquente de l'article quatre (4), premier alinéa des statuts de la Société,

3. Décision de modifier l'article six (6) des statuts de la Société en y ajoutant les nouveaux alinéas plus amplement décrits ci-après, sur l'introduction dans ces statuts d'une clause de préemption suivie d'une clause d'agrément, en cas de cessions d'actions:

*«Clause de préemption:*

La cession des actions de la société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après:

L'associé cédant doit notifier son projet au Conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro R.C.S., identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de TRENTE JOURS de ladite notification, le Conseil d'administration notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de TRENTE JOURS pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Conseil d'administration le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration de ce dernier délai, le Conseil d'administration devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Conseil d'administration entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante:

*Clause d'agrément:*

La cession des actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Conseil d'administration de la société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Conseil d'administration aux actionnaires.

L'agrément résulte d'une décision collective des actionnaires statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les SOIXANTE JOURS qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la société est tenue, dans un délai de SOIXANTE JOURS à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé par voie d'expertise.

Le cédant peut à tout moment aviser le Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses actions.

Si, à l'expiration du délai de SOIXANTE JOURS, l'achat par l'actionnaire, le tiers ou la société venant se substituer au cessionnaire initial n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.»

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de changer la dénomination sociale de la Société de «ALPHA INVESTMENTS S.A.» en celle de «ABSOLU DIGITAL S.A.» et de modifier l'article PREMIER des statuts de la Société afin de refléter ledit changement de la raison sociale.

L'article PREMIER (1<sup>er</sup>) des statuts de la Société aura désormais la nouvelle teneur suivante:

**Art. 1<sup>er</sup>.** «Il existe une société anonyme sous la dénomination de «ABSOLU DIGITAL S.A.» (ci-après: la «Société».)»

### Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle, 13 avenue du Bois, L-1251 Luxembourg, au 8 Porte de France, L-4360 Esch-sur-Alzette.

Suite à ce transfert, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article QUATRE (4) des statuts de la Société comme suit:

**Art. 4. (premier alinéa).** «Le siège social est établi à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

### Troisième résolution

En complément et en conséquence directe du transfert du siège social ci-avant décidé, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier le premier alinéa de l'article HUIT (8) des statuts de la Société comme suit:

**Art. 8. (premier alinéa).** «L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le troisième mercredi du mois de juin de chaque année à 11.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.»

### Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires DECIDE de modifier l'article six (6) des statuts de la Société en y ajoutant les nouveaux alinéas plus amplement décrits ci-après et portant sur l'introduction dans ces statuts d'une clause de préemption suivie d'une clause d'agrément, en cas de cessions d'actions.

Les nouveaux alinéas auront donc le libellé suivant:

#### «Clause de préemption:

La cession des actions de la société à un tiers ou au profit d'associés est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après:

L'associé cédant doit notifier son projet au Conseil d'administration par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro R.C.S., identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de TRENTE JOURS de ladite notification, le Conseil d'administration notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui disposeront d'un délai de TRENTE JOURS pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Conseil d'administration le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration de ce dernier délai, le Conseil d'administration devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Conseil d'administration entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante:

#### Clause d'agrément:

La cession des actions à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de l'assemblée générale des actionnaires.

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Conseil d'administration de la société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Conseil d'administration aux actionnaires.

L'agrément résulte d'une décision collective des actionnaires statuant à la majorité des voix des actionnaires disposant du droit de vote, les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les SOIXANTE JOURS qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'actionnaire cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la société est tenue, dans un délai de SOIXANTE JOURS à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un actionnaire ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé par voie d'expertise.

Le cédant peut à tout moment aviser le Conseil d'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses actions.

Si, à l'expiration du délai de SOIXANTE JOURS, l'achat par l'actionnaire, le tiers ou la société venant se substituer au cessionnaire initial n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfiques, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Y. HELL, B. da ROCHA, F. FELLER, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 septembre 2011. Relation: EAC/2011/12835. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011140123/190.

(110162398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

---

### **Information Technology Masters Technologies S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 64.136.

---

Par résolutions circulaires en date du 18 octobre 2011, les administrateurs ont décidé de transférer le siège social de la société du 67, rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg au 1, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, avec effet au 15 octobre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

*Pour la société*

TMF Management Luxembourg S.A.

*Signataire autorisé*

Référence de publication: 2011144135/15.

(110167501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

### **ING Car Lease Luxembourg S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 40.471.

---

M. Jan VAN ROON, avec adresse professionnelle sise Ingberthoeweweg 6, 2630 Aartselaar en Belgique, est nommé ADMINISTRATEUR-DELEGUE de la société avec effet au 18/04/2011, date de l'obtention de l'autorisation de commerce, pour une période d'un an, qui viendra à expiration à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144136/11.

(110167260) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---



**Interloge, Société Anonyme.**

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 40.331.

Les documents de clôture de l'année 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch.

*Pour INTERLOGE S.A.*

AREND CONSULT S.à r.l.

Mersch

Signature

Référence de publication: 2011144146/14.

(110167524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**IN4MATIX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 85.175.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144149/9.

(110167480) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Jutland Retail, Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 137.732.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 19/10/2011*

L'Assemblée a décidé:

- De désigner Monsieur Andrew Whitty, demeurant à Marine House, Clanwilliam Court, Dublin 2, Ireland, aux fonctions d'Administrateur de type A de la société jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'année 2012.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011144152/13.

(110167313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Jabelmalux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 11.811.

*Extrait des résolutions prises lors de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social en date du 7 septembre 2011*

- Il est pris acte de la démission de Monsieur Jacques DELEN de son mandat d'Administrateur avec effet au 31 août 2011.

Fait à Luxembourg, le 7 septembre 2011.

Certifié sincère et conforme

JABELMALUX S.A.

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2011144153/15.

(110167534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.



**AMP Capital (International Finance No.2) SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 146.277.

—  
DISSOLUTION

In the year two thousand and eleven, on the eleventh of August,  
Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette,

THERE APPEARED:

AMP Capital (International Finance N°1) S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146275, represented by Sophie Henryon, private employee, residing professionally at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall stay affixed to these minutes to be filed with the registration authorities,

who declared and requested the notary to state that:

1. AMP Capital (International Finance N°2) S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 146277 (hereinafter, the Company), was incorporated on 12 May 2009 by deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number C-N° 1165 on 15 June 2009. The bylaws of the Company have been amended for the last time by notarial deed of 14 December 2010 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number C-N° 833 on 28 April 2011.

2. The corporate capital of the Company is set at EUR 31,010 (thirty-one thousand and ten Euro) divided into 31,010 thirty-one thousand and ten) shares having a par value of EUR 1 (one Euro) each.

3. AMP Capital (International Finance N°1) S.A., prenamed, is the sole owner of all the shares in the Company (the Sole Shareholder).

4. The Sole Shareholder declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect.

5. The Sole Shareholder will act for the purpose of this dissolution as liquidator of the Company (the Liquidator); the Liquidator will have full powers to sign, execute and deliver any acts and any documents, to make any declaration and to do anything necessary or useful so to bring into effect the purposes of the liquidation of the Company.

6. The Liquidator declares that all liabilities towards third parties known to the Company, including all liquidation costs, have been entirely paid or are duly accounted for and that he irrevocably undertakes to settle any presently unknown and unpaid liability of the dissolved Company.

7. The Liquidator subsequently declares that after settlement of all the Company's liabilities, EUR 3,018,307 of assets remain in the Company which can be distributed to the Sole Shareholder as liquidation proceeds (the Liquidation Proceeds). The Liquidator and the Sole Shareholder thus approve the distribution of the Liquidation Proceeds to the Sole Shareholder.

8. The Sole Shareholder resolves to waive its right to appoint an auditor to the liquidation in charge of reporting on the liquidation operations carried out by the Liquidator and thus declares that there is no need to hold a second general meeting and resolves to hold immediately the third and last general meeting.

9. The Sole Shareholder resolves that discharge is given to Mr Ivo Hemelraad, Mr Wim Rits and Mr Richard Shields, directors of the Company and any past member of the board of directors of the Company for the exercise of their respective mandates.

10. The Sole Shareholder resolves that the liquidation of the Company is closed and that any registers of the Company recording the issuance of shares or any other securities shall be cancelled.

11. The books and documents of the Company will be kept for a period of five years in Luxembourg at the registered office of the Company, at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

In accordance, the person appearing, acting in his said capacity, requires the undersigned notary to state the above mentioned declarations.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

IN WITNESS WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to proxyholder of the person appearing, known to the notary by first name, last name, civil status and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present notarial deed.

**Follows the French version:**

L'an deux mille onze, le onze août,

Par-devant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette,

**A COMPARU:**

AMP Capital (International Finance N°1) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146275, ici représentée par Sophie Henryon, employée, avec résidence professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch/Alzette, Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement,

qui a exposé au notaire instrumentaire et l'a prié d'acter:

1. Que AMP Capital (International Finance N°2) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 146277 (la Société), a été constituée le 12 mai 2009 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié le 15 juin 2009 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-N° 1165. Les statuts ont été dernièrement modifiés par acte notarié du 14 décembre 2010 publié le 28 avril 2011 au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro C-N° 833.

2. Que le capital social de la Société est fixé à EUR 31,010 (trente et un mille dix Euro), divisé en 31,010 (trente et une mille dix) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune.

3. Que AMP Capital (International Finance N°1) S.A., prénommé, est le seul propriétaire de toutes les parts sociales de la Société (l'Associé Unique).

4. Que l'Associé Unique prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat.

5. Que l'Associé Unique agira pour les besoins de cette dissolution en tant que liquidateur de la Société (le Liquidateur); que le Liquidateur aura pleins pouvoirs d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6. Que le Liquidateur déclare que tout le passif connu de la Société, y compris les frais de liquidation, a été dûment réglé ou approvisionné et qu'il s'engage irrévocablement à payer tout passif éventuel non encore connu et non encore payé de la Société dissoute.

7. Que le Liquidateur déclare par conséquent qu'après règlement de tout le passif de la Société, 3,018,307 EUR d'actifs restent distribuables à l'Associé Unique en tant que boni de liquidation (le Boni de Liquidation). Le Liquidateur et l'Associé Unique approuve ainsi la distribution du Boni de Liquidation à l'Associé Unique.

8. Que l'Associé Unique décide de renoncer à son droit de nommer un commissaire à la liquidation en charge de faire un rapport sur les opérations de la liquidation exécutées par le Liquidateur. N'ayant pas besoin de tenir la deuxième assemblée générale de liquidation, l'Associé Unique décide de fixer à tout de suite la troisième et dernière assemblée de liquidation.

9. Que décharge est donnée à M. Ivo Hemelraad, M. Wim Rits et M. Richard Shields, administrateurs de la Société, et tout administrateur que la Société a eu par le passé, pour l'exercice de leurs mandats respectifs.

10. Que l'Associé Unique déclare que la liquidation de la Société est clôturée et que tous les registres de la Société relatifs à l'émission de parts sociales ou de tous autres titres seront annulés.

11. Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans à Luxembourg à l'ancien siège social de la Société, au 15 rue Edward Steichen Luxembourg.

En conséquence, le comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire de lui donner acte des déclarations ci-dessus.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur la demande du comparant le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivie d'une version en langue française, la version anglaise, devant sur la demande du même comparant, faire foi en cas de divergences avec la version française.

DONT ACTE, passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: Henryon, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 16 août 2011. Relation: EAC /2011/11164. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011140131/112.

(110162160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

**JER Valencia S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 15, rue Notre-Dame.  
R.C.S. Luxembourg B 130.665.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Maria Bennarova  
*Mandataire*

Référence de publication: 2011144154/11.

(110167121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**JMS Participations, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7481 Tuntange, 3, rue de Hollenfels.  
R.C.S. Luxembourg B 118.382.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA  
L-2530 LUXEMBOURG  
4, RUE HENRI SCHNADT  
*Signature*

Référence de publication: 2011144155/13.

(110167193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**JPMorgan Asset Management (Europe) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 10.000.000,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 27.900.

*Extrait des résolutions prises par le Conseil de Gérance en date du 27 Juillet 2011*

Composition des Dirigeants

Le Conseil a décidé de nommer Monsieur Gilbert DUNLOP, domicilié professionnellement 20 Finsbury Street, London, EC2Y 9AQ, Royaume Uni, en tant que Dirigeant (délégué à la gestion journalière) de la société avec date effective au 27 Juillet 2011.

Extraits Certifiés conformes  
*Pour le Conseil de Gérance*  
Delphine MURIEL  
*Acting Secretary*

Référence de publication: 2011144156/17.

(110167307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Key Plastics Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 812.456,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 68.568.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 316 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de sa société mère, Key Plastics L.L.C., ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 octobre 2011.

*Signature.*

Référence de publication: 2011144158/12.

(110167695) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Kaha SCI, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg E 4.595.

*Extrait du procès verbal de l'assemblée générale des associés tenue en date du 14 octobre 2011*

L'Assemblée décide de nommer aux fonctions de gérant de la société avec effet immédiat pour une durée indéterminée.

- Monsieur Alex KAPP, né le 21 novembre 1953 à ECHTERNACH, commerçant, demeurant 35, rue Grande-Duchesse Charlotte à L-7520 MERSCH,

- Monsieur Nicolas HANSEN, né le 31 mars 1969 à Differdange, employé privé, demeurant professionnellement 55-57, avenue Pasteur à L-2311 LUXEMBOURG

L'Assemblée décide que la société sera valablement engagée par la signature conjointe des deux gérants.

Référence de publication: 2011144160/14.

(110167479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**AT34 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 163.888.

**STATUTES**

In the year two thousand eleven, on the sixth of October.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

**THERE APPEARED:**

Mr. Dimitrios KOMIS, born the 23<sup>rd</sup> May 1977 in Athènes, Greece residing at 5, Allée des Charmes, L-1372 Luxembourg, here represented by Mr Stéphane SABELLA, lawyer, with professional address at 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, by virtue of a proxy given on 4<sup>th</sup> of October, 2011.

The aforesaid proxy, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such party has requested the notary to draw up the following deed of incorporation of a "société à responsabilité limitée" which he declares to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

**Art. 1.** There is hereby established a company in the form of a "société à responsabilité limitée" which will be governed by the laws relative to such an entity (below "The Company"), and in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 regarding commercial companies, as amended (below "The Law"), as well as by the articles of association of the Company (below "the articles of association"), which specify in their articles 7, 10, 11 and 14, the exceptional rules applying to the sole limited liability company.

**Art. 2.** The company's object is, as well in Luxembourg as abroad, in whatsoever form, to carry on the business of providing all kinds of services relating to Information Technology (IT) including: a) providing IT consulting and training services, b) designing, developing, operating and supporting online services, making them available through the Internet and renting/leasing/selling access licenses/rights for those services, c) designing, developing, operating and supporting computer applications and broader IT solutions, d) creating computer software and selling/renting/licensing it to customers through online or offline distribution channels, e) managing, licensing and selling its intellectual property including software applications and online services and any related IP assets it creates or acquires, f) providing any ancillary services related to IT and the computer industry necessary to pursue its objects. g) partnering with or participating in other companies for pursuing its objects.

**Art. 3.** The company is incorporated for an unlimited duration.

**Art. 4.** The company will have the name: "AT34 S.à r.l."

**Art. 5.** The registered office is established in Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg through a resolution of an extraordinary general meeting of partners deliberating in the manner provided for amendments to these articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the same borough by a resolution of the board of managers.

The company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6.** The share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty-five shares (125) having a par value of one hundred euros (EUR 100.-) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The company may repurchase its own shares.

However, if the repurchase price exceeds the nominal value of the shares to be repurchased, the repurchase may be decided only insofar as distributable reserves are available for the surplus of the purchase price. The resolution of the partners to repurchase the shares will be taken by an unanimous vote of the partners representing all the share capital, gathered in shareholder's meeting and will involve a reduction of the share capital by cancellation of the repurchased shares.

**Art. 7.** Without prejudice to the provisions of article 6, the share capital may be changed at any time by a resolution of the sole partner or by a resolution of the general shareholder's meeting, in accordance with provisions of article 14 of the present articles of association.

**Art. 8.** Each share gives its holder a right over the assets and the profit of the company, in proportion with the total of shares representing the corporate capital.

**Art. 9.** The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

The shares of the Company are indivisible, since only 1 (one) owner is admitted per share. Co-owners have to appoint a sole person as their representative in the Company.

**Art. 10.** Supposing there is only one sole partner the shares held by this one are freely transferred.

Supposing there are several partners, the shares held by each of them are freely only for the application of what is prescribed by the article 189 of the Law.

**Art. 11.** The company shall not be dissolved following the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of one of the shareholders.

**Art. 12.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The managers are not necessarily managing partners. The managers are revocable "ad natum".

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of partners fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

In case of plurality of managers, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The managers may vote in writing including letter, telegram, telefax, e-mail as well as by teleconference. If resolutions are taken by teleconference, they shall be recorded in minutes and signed by all managers participating at the meeting. A written resolution, approved and signed by all the managers shall have the same effect as a resolution taken at a meeting of the board of managers. Resolutions of the Board of Managers may also be taken by circular way.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The company shall be bound by the signature of its single manager or in case of plurality of managers by the joint signature of any two managers of the board of managers.

**Art. 13.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company.

**Art. 14.** The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of managers, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares he/she owns. Each shareholder shall dispose of a number of votes equal to the number of shares she/he holds.

The collective decisions are only validly taken insofar they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital.

However, resolutions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of shareholders representing the three quarters of the capital.

**Art. 15.** The Company's financial year shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

**Art. 16.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the manager or in case of plurality of managers, the board of managers prepares the inventory, the balance sheet and the profit and loss account of the Company in accordance with the Law.

Each shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the profit and loss account at the registered office of the Company.

**Art. 17.** The gross profits of the Company resumed in the balance sheet, after deduction of the general expenses, depreciation and charges represents the net profit of the Company. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

The balance of the net profits may be distributed to the partners in proportion to the amount of Company's share capital held.

Interim dividends may be paid at any time, subject to the respect of the following conditions:

1. Interim accounts shall be drawn-up by the manager or the board of managers;
2. Interim accounts, profits carried or allocated to an extraordinary reserve y including, shows a benefit;
3. Only the sole shareholder or the general meeting of partners is competent to decide for the distribution of interim dividends;
4. The payment is made by the Company only after assuring that the rights of creditors are not threatened.

**Art. 18.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the shareholders at the pro-rata of their participation in the share capital of the company.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

**Art. 19.** All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law as such as this Law has been or may be amended from time to time.

#### *Subscription - Payment*

Upon incorporation, all the shares were fully subscribed and fully paid-up by payment in cash, so that the amount of EUR 12.500 (twelve thousand five hundred euros) is now at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Expenses*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand two hundred and fifty euros (EUR 1,250.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder has resolved that:

- 1) The following person has been appointed as manager of the company: Mr Dimitrios KOMIS, above qualified, His mandate will fall due during the general meeting of partners to be held in the year 2016.
- 2) The registered office is located at 5, Allée des Charmes, L-1372 Luxembourg.

#### *Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarised deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and explained to the proxyholder of the appearing parti, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le six octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

#### **A COMPARU:**

Monsieur Dimitrios KOMIS, né le 23 mai 1977 à Athènes – Grèce, domicilié au 5, Allée des Charmes, L-1372 Luxembourg, ici représenté par Monsieur Stéphane SABELLA, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L1449 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 4 octobre 2011.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:



**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

**Art. 2.** La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, d'effectuer toutes types de prestations de services informatiques incluant non exhaustivement: a) l'assistance, le conseil et la formation dans le domaine informatique, b) le design, le développement, la maintenance de services en ligne qui pourront être disponibles via internet, avec la possibilité de location, leasing, vente des licences/droits attachés aux services prestés, c) le design, le développement, la maintenance et le support d'applications informatiques et de solutions informatiques, d) la création de «Software» ainsi que la vente, location et l'octroi des licences liées aux «Software» à des clients par l'intermédiaire de canaux de distributions en ligne ou non, e) la gestion, l'octroi de licences et la vente de propriété intellectuelle incluant des applications «Software», de services en ligne et de propriété intellectuelle créée ou acquise, f) la prestation de tous types de services relatifs à l'informatique et à l'industrie informatique nécessaire à la réalisation de son objet, g) de s'associer ou de collaborer avec d'autres sociétés pour réaliser son objet social,

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société aura la dénomination: "AT34 S.à r.l."

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant la totalité du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

**Art. 7.** Sans préjudice des dispositions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec les dispositions de l'article 14 des présents Statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les gérants sont révocables ad nutum.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Les gérants peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les gérants qui y ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les gérants auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance peut également prendre ses décisions par voie circulaire.



Dans les rapports avec les tiers, les gérants auront tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Le gérant, ou en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité des gérants, le conseil de gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La Société sera engagée par la signature de son gérant unique ou, en cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance.

**Art. 13.** Le gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, le gérant ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse l'inventaire, le bilan et le compte de pertes et profits conformément à la Loi.

Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du compte de pertes et profits au siège social de la Société.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance;
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice;
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes;
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

**Art. 18.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata de leur participation dans le capital de la Société.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

**Art. 19.** Toutes les matières non régies par les présents Statuts seront soumises aux dispositions de la Loi, telle qu'elle a été ou sera modifiée en temps opportun.

#### *Souscription - Libération*

A la constitution, toutes les parts sociales ont été entièrement souscrites et libérées par un versement en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve désormais à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié auprès du notaire soussigné.

#### *Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont évalués à environ mille deux cent cinquante euros (1.250 EUR).

*Résolutions de l'associé unique*

Immédiatement après la constitution de la société, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- 1) Monsieur Dimitrios KOMIS, préqualifié, est nommé gérant unique de la société. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale des associés qui se tiendra en l'an 2016.
- 2) Le siège social de la Société est fixé au 5, Allée des Charmes, L-1372 Luxembourg.

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate ici que les parties comparantes ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête desdites parties, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. Sabella et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 octobre 2011. Relation: LAC/2011/44638. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140148/272.

(110162460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

---

**Kalmar Capital S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 121.719.

La version abrégée au 31 décembre 2010 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2011144161/10.

(110167264) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**KDC S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 103.019.

**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

A l'occasion d'une dernière assemblée générale au siège de la société du 12 juillet 2011 décharge a été accordée au liquidateur et la liquidation a été déclarée close.

Il a été décidé que les documents de la société seront entreposés pendant cinq ans à l'étude de Me Romain LUTGEN à L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

Le Comitium International S.A.

Signature

Liquidateur

Référence de publication: 2011144163/15.

(110166885) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Kiri Invest, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 371, route de Belval.

R.C.S. Luxembourg B 72.907.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20/10/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2011144165/12.

(110167145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Lepus Holdings (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 136.528.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 25 juillet 2011, les associés ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Alan Dundon, avec adresse professionnelle au 67, Rue Ermesinde, L-1469 Luxembourg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet au 17 juin 2011 et pour une durée indéterminée.

En date du 1<sup>er</sup> Septembre 2011, l'adresse professionnelle d'Alan Dundon, gérant de catégorie B, est au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

2. Acceptation de la démission de Alain Heinz, avec adresse professionnelle au 121, Avenue de la Faiencerie, L-1511 Luxembourg, de son mandat de gérant de catégorie B, avec effet au 17 juin 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2011.

Référence de publication: 2011144167/17.

(110167077) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Ben & Gaet Import - Export s.e.c.s., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 163.897.

STATUTS

**Art. 1<sup>er</sup>.** Entre les soussignés

1. Monsieur Thierry BAILET, né le 27 août 1963 à Nice (06) et demeurant 37, Chemin du Maoupas (06610) La Gaude

2. Monsieur Benjamin BAILET, né le 24 juillet 1989 à Le Port (974) et demeurant 37, Chemin du Maoupas (06610) La Gaude

Il a été constitué en date du 10 octobre 2011 une société en commandite simple dont les statuts ont été arrêtés comme suit.

**Art. 2.** La dénomination de la société est Ben & Gaet Import-export s.e.c.s.

**Art. 3.** La société a pour objet tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger, l'importation, l'exportation de matières premières alimentaires et non-alimentaires et d'une manière générale, toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rapportant directement ou indirectement à cet objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

**Art. 4.** Le siège social de la société est établi à L-9647 DONCOLS, 14 chemin des douaniers. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par simple décision des associés.

**Art. 5.** La société a été constituée pour une durée indéterminée. Elle ne sera pas dissoute par le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

**Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à 12.500,00 Euros (douze mille cinq cent euros) représenté par 100 (cent) parts sociales de 125,00 Euros (cent vingt-cinq euros) chacune.

Les parts ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Thierry BAILET, pré qualifié, 76 parts . . . . .	9.500,00 €
2) Monsieur Benjamin BAILET, pré qualifié, 24 parts . . . . .	3.000,00 €
Total: 100 parts . . . . .	12.500,00 €

Le capital social a été entièrement libéré et se trouve à la disposition de la société.

**Art. 7.** Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément de tous les associés représentant l'intégralité du capital social.

Elles ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément de tous les associés survivants.

En cas de cession de parts d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption au prorata des parts en leur possession.

**Art. 8.** La société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont les pouvoirs sont fixés par l'assemblée des associés qui procède à leur nomination.

A moins que l'assemblée des associés n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

**Art. 9.** Chaque part sociale donne droit à une voix dans les décisions collectives à prendre en assemblée générale.

Dans tous les cas où la loi ou les présents statuts ne prévoient une majorité plus grande, toutes les décisions, y compris celles concernant la nomination, la révocation ou le remplacement d'un gérant, sont prises à la majorité simple.

**Art. 10.** L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le 10 octobre 2011 et finit le 31 décembre.

**Art. 11.** Chaque année, au trente et un décembre, il sera dressé par la gérance un inventaire ainsi que le bilan et le compte de profits et pertes.

Le bénéfice net, déduction faite de tous les frais généraux et des amortissements, est à la disposition de l'assemblée générale des associés qui décidera de l'affectation du bénéfice net de la société.

**Art. 12.** Pour tous les points non prévus aux présents statuts, les parties déclarent se référer à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### *Assemblée Générale*

Les comparants pré-qualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont, après délibération, pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- Est nommé gérant Monsieur Thierry BAILET.
- La société est valablement engagée par la signature seule du gérant.

Thierry BAILET / Benjamin BAILET.

Référence de publication: 2011140152/59.

(110162634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

---

#### **Lami II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 300.000,00.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 263, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 144.146.

Il est pris acte de la modification de l'adresse de l'Associé comme suit:

- ALMY S.à r.l. Associé et propriétaire de 500 parts sociales, ayant son siège social au 263, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg

Fait à Luxembourg, le 23 septembre 2011.

Certifié sincère et conforme

LAMI II S.à r.l.

- / Signature

Gérant de catégorie B / Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2011144170/16.

(110166803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

#### **LBC Goodwater Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 3.734.325,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.801.

Die Bilanz auf den 31. Dezember 2008 der LBC Goodwater Holdings Sàrl, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg am 28. August 2006 unter der Nummer B 124.801 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Oktober 2011.

*Für die Gesellschaft*

LBC Goodwater Holdings Sàrl

Christophe Mathieu

*Manager*

Référence de publication: 2011144172/16.

(110166899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**LBP Lion Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.648.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 120.194.

Die Bilanz auf den 31. Dezember 2008 der LBP Lion Holdings Sàrl, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg am 28. August 2006 unter der Nummer B 120.194 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 17. Oktober 2011.

*Für die Gesellschaft*

LBP Lion Holdings Sàrl

Christophe Mathieu

*Manager*

Référence de publication: 2011144173/15.

(110166900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Bilfinger Berger Global Infrastructure SICAV S.A., Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1A, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 163.879.

**STATUTES**

In the year two thousand and eleven, on the third day of October,

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared the following:

Bilfinger Berger PI Corporate Services GmbH, a company incorporated under the laws of Germany, with registered office at Gustav-Stresemann-Ring 1, 65189 Wiesbaden, Germany, registered with the Companies Register of Mannheim under number HRB 710296,

represented by Ms Manuèle Biancarelli, lawyer, with professional address in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy, which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such party, represented as above stated, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable (investment company with variable capital) which it declares to establish as follows:

**Title I. Denomination - Duration - Object - Registered Office**

**Art. 1.** There exists among the current owner(s) of shares and all those who may become holders of shares hereafter issued, a company in the form of a société anonyme (public limited company) qualifying as a société d'investissement à capital variable (investment company with variable capital) under the name of Bilfinger Berger Global Infrastructure SICAV S.A. (the "Company").

**Art. 2.** The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association (the "Articles"), save that the necessary quorum for the shareholders' meeting to approve such dissolution shall be shareholders of the Company holding seventy five per cent. of the issued share capital, present in person or by proxy.

**Art. 3.** The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of Part II of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "Law") and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law.

**Art. 4.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, in the Grand Duchy of Luxembourg. If and to the extent permitted by law, the management board of the Company (the "Board") may decide to transfer the registered office to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

Subsidiaries, branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economical, social or military events have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

## **Title II. Share Capital - Shares - Net Asset Value**

**Art. 5.** The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by Luxembourg law.

The minimum capital of the Company must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment fund under the Law.

The initial capital is twenty-nine thousand pounds sterling (GBP 29,000) divided into twenty-nine thousand (29,000) fully paid up shares of no par value.

The Board may with Supervisory Board approval, at any time, as it deems appropriate, decide that the shares to be issued be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

The Board may with Supervisory Board approval decide to consolidate or split the shares of any Class, as further detailed in sales documents of the Company.

The proceeds from the issuance of shares of any Class shall be invested pursuant to Article 16 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets with such other specific features, as the Board shall from time to time determine and disclose in the sales documents of the Company.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class of shares shall, if not expressed in pounds sterling (GBP), be converted into pounds sterling (GBP) and the capital shall be the total of the net assets of all the Classes.

**Art. 6.** Subject in each case with Supervisory Board approval, the Board is authorized without limitation to issue further fully paid shares, at any time, in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents, save that the Company shall not allot shares of any Class to a person on any terms unless:

(a) it has made an offer to each person who holds shares of the same Class to allot to him on the same or more favourable terms a proportion of those shares that is as nearly as practicable equal to the proportion in number held by him of the shares of the same Class; and

(b) the period during which any such offer may be accepted has expired or the Company has received notice of the acceptance or refusal of every offer so made.

6.1 Shares that the Company has offered to allot to a holder of shares in accordance with Article 6 may be allotted to him, or anyone in whose favour he has renounced his right to their allotment, without contravening Article 6.

6.2 Any offer required to be made by the Company pursuant to Article 6 should be made by a notice and such offer must state a period during which such offer may be accepted and such offer shall not be withdrawn before the end of that period. Such period must be a period of at least 21 days beginning on the date on which such offer is deemed to be delivered or received (as the case may be) pursuant to these Articles.

6.3 Article 6 shall not apply in relation to the allotment of bonus shares, shares issued in lieu of any dividends pursuant to Article 28, nor to a particular allotment of equity securities if these are, or are to be, wholly or partly paid otherwise than in cash. For the avoidance of doubt, and for the purposes of this Article 6, a class of Shares that may or will convert into another Class of shares shall not constitute the same class of shares as the shares into which they may or will convert pursuant to the terms upon which they are issued.

6.4 The shareholders of the Company may by special resolution resolve that Article 6 shall be excluded or that such Article shall apply with such modifications as may be specified in the resolution:

(a) generally in relation to the allotment by the Company of shares;

(b) in relation to allotments of a particular description; or

(c) in relation to a specified allotment of shares; and

(d) any such resolution must: (i) state the maximum number of shares in respect of which Article 6 is excluded or modified (which may, for the avoidance of doubt, be an unlimited number); and (ii) specify the date on which such exclusion or modifications will expire, which must be not more than five years from the date on which the resolution is passed.

6.5 Any resolution passed pursuant to Article 6.4 may:

(a) be renewed or further renewed by special resolution of the Company for a further period not exceeding five years; and

(b) be revoked or varied at any time by special resolution of the Company.

6.6 Notwithstanding that any such resolution referred to in Article 6.4 or 6.5 has expired, the Board may allot shares in pursuance of an offer or agreement previously made by the Company if the resolution enabled the Company to make an offer or agreement that would or might require shares to be allotted after it expired.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class; the Board may, in particular, decide that shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares.

Furthermore, the Board may temporarily discontinue or finally suspend the issuance of shares in any given Class and without any prior notice to shareholders, in the circumstances determined by the Board and disclosed in the sales documents and in any case if the Board determines that this is in the best interest of the relevant Class and the existing shareholders.

Except for the initial offering of shares, which shall be made at a fixed price as further detailed in the sales documents (the "Initial Offer Price"), the issue price for shares shall be based on the Net Asset Value for the relevant Class of shares as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof plus any sales charge and any commission of up to five per cent. of the Net Asset Value (which may be retained by and for the benefit of the Company), if any, as the sales documents may provide. Such issue price has to be received by the Company within the usual time limits, as further set out in the sales documents.

The Board may delegate to any duly authorized member of the Board or officer of the Company or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

The issue of shares shall be suspended if the determination of the Net Asset Value per Share is suspended pursuant to Article 11 hereof.

The Board may decide to issue shares against contribution in kind in accordance with Luxembourg law. Any costs incurred in connection with a contribution in kind shall be borne by the relevant shareholder. To the extent required by law or so as to ensure the fair treatment of the shareholders, such contribution in kind will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the issued shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets contributed in kind which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The Board may, at its discretion, refuse any subscription for shares and/or delay the acceptance of any subscription application for shares until such time as the Company has received sufficient evidence that the applicant does not qualify as a Prohibited Person (as hereinafter defined).

**Art. 7.** The shares shall be issued in registered form, unless the Board specifically decides to issue certain shares in bearer form on such terms and conditions as the Board shall prescribe. All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the register of shareholders (the "Register"), which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company. The Register shall contain the name of each holder of registered shares, his/her/its residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class(es) of shares held by him/her/it.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that a shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his/her/its address as entered in the Register by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the Register as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be nonexistent, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he/she/it might properly have to request a change in the registration of his/her/its shares.



The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

The Board with the consent of the Supervisory Board may make such provisions as it may decide for dealing with shares becoming allocable in fractions (including, without limitation, provisions by which, in whole or in part, fractional entitlements are disregarded or rounded up or carried forward or the benefit of fractional entitlements accrues to the Company rather than to the relevant shareholders).

The Company shall decide whether share certificates shall be delivered to the holders of registered shares or whether the shareholders shall receive a written confirmation of their shareholding.

Share certificates, if applicable, shall be signed by two members of the Board or a member of the Board and an official duly authorized by the Board for such purpose. Signatures of the members of the Board may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorized official shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Transfer of registered shares shall be effected by inscription of the transfer in the Register to be made by the Company upon delivery of the certificate or certificates, if any, representing such shares, to the Company along with appropriate document(s) recording the transfer between the transferor and the transferee and such other documentation as the Company may require.

The Company will refuse to give effect to any transfer of shares and refuse any transfer of shares to be entered in the Register in circumstances where such transfer would result in shares being held by any person qualifying as a Prohibited Person.

Subject to the Law and the facilities and requirements of any relevant system concerned, the Board has the power to implement and/or approve any arrangements which it may in its absolute discretion think fit in relation to the evidencing of title and transfer of interests in shares in the capital of the Company in the form of depositary interests or similar interests, instruments or securities. To the extent that such arrangements are implemented, no provision of these Articles, other than the fifth paragraph of this Article 7, applies or has effect to the extent that it is in any respect inconsistent with the holding or the transfer of depositary interests, or the shares in the capital of the Company represented thereby. The Board may from time to time take such actions and do such things as it may in its absolute discretion think fit in relation to the operation of any such arrangements.

**Art. 8.** If share certificates are issued and if any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his/her/its share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his/her/its request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine.

At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the original share certificate.

**Art. 9.** (1) If it shall come to the notice of the Board that any shares:

(a) are or may be owned or held directly or beneficially by any person (whether on its own or in conjunction with any other circumstance appearing to the Board to be relevant) that is a pension or other benefit plan subject to Title I of the United States Employee Retirement Income Security Act of 1974, as amended ("ERISA") and in the opinion of the Board may result in the assets of the Company being considered "plan assets" within the meaning of regulations adopted under ERISA;

(b) are or may be owned or held directly or beneficially such that the aggregate number of United States Persons who are holders or beneficial owners (which for the purposes of this Article 9 shall include beneficial ownership by attribution pursuant to Section 3(c)(1)(A) of the United States Investment Company Act of 1940) of shares or other securities of the Company and who are Private Offering Holders is or may be 100 or more; or

(c) are or may be owned or held directly or beneficially by any person (whether on its own or in conjunction with any other circumstance appearing to the Board to be relevant) to whom a transfer of shares or whose ownership or holding of any shares might in the opinion of the Board require registration of the Company as an investment company under the United States Investment Company Act of 1940,

the Board may, with the consent of the Supervisory Board (X) serve written notice (hereinafter called the "Redemption Notice") upon the person appearing in the Register as the holder (the "Redeemed Shareholder3") of any of the shares concerned (the "Relevant Shares") in accordance with paragraphs (6) to (8) of this Article 9 or, in the alternative, (Y) serve written notice pursuant to paragraphs (2) to (5) of this Article 9 (hereinafter called a "Transfer Notice") upon the person appearing in the Register as the holder (the "Vendor") of any of the Relevant Shares.

(2) Pursuant to paragraph (1) of this Article 9 the Board may serve a Transfer Notice upon the Vendor of any of the Relevant Shares requiring the Vendor within 21 days (or such extended time as in all the circumstances the Board shall consider reasonable) to transfer (and/or procure the disposal of interests in) the Relevant Shares to another person, who, in the sole and conclusive determination of the Board, would not fall within sub-paragraphs (a), (b) or (c) of Article 9(1) above and whose ownership or holding of such shares would not result in the aggregate number of Private Offering Holders who are beneficial owners or holders of shares or other securities of the Company being 100 or more (such a person being hereinafter called an ("Eligible Transferee"). On and after the date of such Transfer Notice, and until registration of a transfer of the Relevant Share to which it relates pursuant to the provisions of this Article 9(2) or (3), the rights and privileges attaching to the Relevant Shares shall be suspended and not capable of exercise.

(3) If within 21 days after the giving of a Transfer Notice (or such extended time as in all the circumstances the Board shall consider reasonable) the Transfer Notice has not been complied with to the satisfaction of the Board, the Company may sell the Relevant Shares on behalf of the holder thereof, by instructing a London Stock Exchange member firm to sell them at the best price reasonably obtainable at the time of sale, to any Eligible Transferee or Eligible Transferees. To give effect to a sale, the Board may authorise in writing any officer of employee of the Company, or any officer or employee of the secretary, to transfer the Relevant Shares on behalf of the holder thereof (or any person who is automatically entitled to the shares by transmission or by law), or to cause the transfer of the Relevant Shares, to the purchaser and in relation to an uncertificated share may require the operator to convert the share into certificated form and an instrument of transfer executed by that person shall be as effective as if it had been executed by the holder of, or the person entitled by transmission to, the Relevant Shares. The purchaser is not bound to see to the application of the purchase money and the title of the transferee is not affected by any irregularity in or invalidity of the proceedings connected to the sale. The net proceeds of the sale of the Relevant Shares, after payment of the Company's costs of the sale, shall be received by the Company, whose receipt shall be a good discharge for the purchase moneys, and shall belong to the Company and, upon their receipt, the Company shall become indebted to the former holder of the Relevant Shares, or the person who is automatically entitled to the Relevant Shares by transmission or by law, for an amount equal to the net proceeds of transfer, in the case of certificated shares, upon surrender by him or them of the certificate for the Relevant Shares which the Vendor shall forthwith be obliged to deliver to the Company. The Company is deemed to be a debtor and not a trustee in respect of that amount for the shareholder or other person. No interest is payable on that amount and the Company is not required to account for money earned on it. The amount may be employed in the business of the Company or as it thinks fit. The Company may register or cause the registration of the transferee as holder of the Relevant Shares and thereupon the transferee shall become absolutely entitled thereto.

(4) A person who becomes aware that his holding, directly or beneficially, of shares will, or is likely to, fall within any sub-paragraphs (1)(a), (b) or (c) or, being a Private Offering Holder and a beneficial owner or holder of shares, becomes aware that the aggregate number of Private Offering Holders who are beneficial owners or holder of shares of other securities of the Company is more than 100, shall forthwith, unless he has already received a Transfer Notice pursuant to paragraph (1), either transfer the shares to one or more Eligible Transferees or give a request in writing to the board for the issue of a Transfer Notice in accordance with paragraph (1). Every such request in relation to certificated shares shall be accompanied by the certificate(s) for the shares to which it relates.

(5) Subject to the provisions of this Article 9, the Board shall, unless any member of the Board has reason to believe otherwise, be entitled to assume without enquiry that none of the shares are held in such a way as to entitle the Board to serve a Transfer Notice in respect thereof. The board may, however, at any time and from time to time call upon any holder (or a person who is automatically entitled to the shares by transmission or by law) of shares by notice in writing to provide such information and evidence as it shall require upon any matter connected with or in relation to such holder of shares. In the event of such information and evidence not being so provided within such reasonable period (not being less than 21 clear days after service of the notice requiring the same) as may be specified by the board in the said notice, the Board may, in its absolute direction, treat any share held by such holder or a person who is automatically entitled to the shares by transmission or by law as being held in such a way as to entitle it to serve a Transfer Notice in respect thereof.

(6) Pursuant to paragraph (1) of this Article 9 the Board may serve a Redemption Notice upon the Redeemed Shareholder of any of the Relevant Shares, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at (or means by) which the redemption price in respect of such share is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such Redeemed Shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Redeemed Shareholder at his/her/its last address known to or appearing in the Register. The Redeemed Shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the relevant Redemption Notice. Immediately after the close of business on the date specified in the relevant Redemption Notice, such Redeemed Shareholder shall cease to be a shareholder in respect of the shares specified in the relevant Redemption Notice and such shares previously held or owned by him/her/it shall be cancelled.

(7) The price at which the shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed (herein called the "Redemption Price") shall be:

(a) for such time as the shares of the Company are admitted to trading on the London Stock Exchange's main market for listed securities, an amount per Relevant Share equal to the lesser of (X) the last traded price of shares that are of

the same class as the Relevant Shares, as quoted on the London Stock Exchange's main market for listed securities at the close of business on the business day immediately preceding the date of the Redemption Notice; or (X) the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article 12 hereof; or

(b) at all other times, the per share Net Asset Value of shares in the Company of the relevant class, determined in accordance with Article 12 hereof.

Where it appears that, due to the situation of the Redeemed Shareholder, payment of the Redemption Price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the Redemption Price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the Redeemed Shareholder provide the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability shall not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the Redeemed Shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, any of its agents and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules.

(8) On and after the date of such Redemption Notice no person interested in the shares specified in such Redemption Notice shall have any further interest in such shares or any of them, or any claim against in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Redeemed Shareholder to receive the Redemption Price.

(9) The Board shall not be required to give any reasons for any decision, determination or declaration taken or made in accordance with this Article 9. The exercise of the powers conferred by paragraphs (1) to (8) of this Article 9 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of direct or beneficial ownership or holding of shares by any person or that the true direct or beneficial owner or holder of any shares was otherwise than as appeared to the Board at the relevant date provided that the said powers shall have been exercised in good faith.

For the purposes of this Article 9:

“Direct Purchaser” means a United States Person who acquired securities of the Company from the Company or its agents or affiliates;

“London Stock Exchange member firm” means a member firm as defined in the rules from time to time of the London Stock Exchange;

“Private Offering Holder” means a United States Person who is a Direct Purchaser or a United States resident transferee of any Direct Purchaser;

“United States” means the United States of America, its territories, possessions and all areas subject to its jurisdiction (including the commonwealth of Puerto Rico); and

“United States Person” means a person resident in the United States, a corporation, partnership or other entity created or organised in or under the laws of the United States or any state thereof, any estate or trust the income of which is subject to United States federal income taxation regardless of its source, or any other person, entity, trust or estate included within the definition of “U.S. person” in Rule 902(o) under the United States Securities Act of 1933, as amended, or as determined in accordance with the United States Investment Company Act of 1940, as amended.

**Art. 10.** As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

Notwithstanding any other provisions of these Articles, no Shareholder shall be entitled to request the redemption of any his/her/its shares by the Company.

When the Board, with Supervisory Board approval, decides to redeem shares in accordance with these Articles, it may, with the consent of the Shareholder(s) concerned and subject to the principle of equitable treatment of shareholders pay redemption proceeds in whole or in part in kind by allocating to such Shareholder(s) investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed.

To the extent required by law or so as to ensure the fair treatment of the shareholders, such redemption will be subject to a special audit report by the auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. This audit report will also confirm the way of determining the value of the assets which will have to be identical to the procedure of determining the Net Asset Value of the shares.

The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder consenting to the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board, with Supervisory Board approval, considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company.

Unless otherwise provided for in the sales documents, no shareholder may request conversion of whole or part of his/her/its shares of one Class into shares of another Class. If the sales documents do provide for any conversion, conversion shall be effected at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Classes, provided that the Board, with Supervisory Board approval may impose such restrictions between Classes of shares as disclosed in the sales do-

uments, and may make conversions subject to payment of a charge as specified in the sales documents. The Board, with Supervisory Board approval, shall have the right to compulsorily convert shares of one Class into shares of another class if so provided for in the sales documents, but subject always to the terms and any conditions as to conversion provided therein.

The conversion request may not be accepted unless any previous transaction involving the shares to be converted has been fully settled by such shareholder.

The Board may in its absolute discretion compulsorily redeem or convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board, with Supervisory Board approval, and to be published in the sales documents of the Company.

**Art. 11.** The Net Asset Value, the price for the issue, redemption and conversion of shares within each Class in the Company shall be determined by the Company or any agent appointed thereto, under the responsibility of the Board, from time to time, but in no instance less than two times per year, as the Board may decide, every such day or time of determination thereof being referred to herein a "Valuation Day".

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per share when the prices of any investments owned by the Company cannot be promptly or accurately ascertained. Notice of the beginning and of the end of any period of suspension shall be given by the Company to all the shareholders affected.

**Art. 12.** The Net Asset Value of shares of each Class in the Company shall be expressed in the reference currency of the Company (and/or in such other currencies as the Board shall from time to time determine) as a per share figure and shall be determined in respect of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company corresponding to each Class, being the value of the assets of the Company allocated to such Class in accordance with these Articles and the sales documents less the liabilities allocated to such Class in accordance with these Articles and the sales documents, by the number of shares of the relevant Class outstanding, in accordance with the rules set forth below.

The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest three decimal of the relevant currency as the Board shall determine.

The Net Asset Value per share will be available within a period following the relevant Valuation Day disclosed in the sales documents, but no later than the following Valuation Day. If, since the time of determination of the Net Asset Value in respect of the relevant Valuation Day, there has been a material change in the valuations of the investments of the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and of the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

A. The assets of the Company shall be deemed to include (without limitation):

(1) All cash at hand and on deposit, including interest due but not yet collected and interest accrued on deposits up to the Valuation Day.

(2) All bills and demand notes and accounts receivable (including the proceeds of the sale of securities that have not yet been received).

(3) All securities, units, shares, debt securities, options or subscription rights and other investments and transferable securities owned by the Company.

(4) All dividends and distribution proceeds declared to be received by the Company in cash or securities insofar as the Company is aware of such.

(5) All interest due, but not yet received, and all interest yielded up to the Valuation Day by securities owned by the Company, unless this interest is included in the principal amount of such securities.

(6) The incorporation expenses of the Company, insofar as they have not been amortised.

(7) All other assets of whatever nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(a) Debt instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market that operates regularly, is recognized and open to the public, will be valued at the nominal value plus accrued interest. Such value will be adjusted, if appropriate, to reflect e.g. major fluctuations in interest rates in the relevant markets or the appraisal of the Board on the creditworthiness of the relevant debt instrument. The Board will use its best endeavours to continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that debt instruments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Board. If the Board believes that a deviation from this method of valuation may result in material dilution or other unfair results to shareholders, the Board will take such corrective action, if any, as it deems appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results.

(b) Capital participations not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market that operates regularly, is recognized and open to the public will be valued at their reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith pursuant to procedures established by the Board.

(c) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Board may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(d) The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price on the stock exchange which is normally the principal market for such assets.

(e) The value of assets dealt in on any other regulated market is based on the last available price.

(f) The value of units or shares in undertakings for collective investment is based on their last-stated net asset value. Other valuation methods may be used to adjust the price of these units or shares if, in the opinion of the Company, there have been changes in the value since the net asset value has been calculated or the valuation method used by the undertakings for collective investment is not appropriate to reflect the fair value thereof.

(g) For assets that are not listed nor dealt in on any stock exchange or any other regulated market and which are not above mentioned or in the event that, for any assets, the price as determined pursuant to sub-paragraph (d) or (e) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of the Company will be converted into the reference currency of the Company at the rate of exchange ruling in Luxembourg as at the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

The Board, or any appointed agent, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 12 are rules for determining Net Asset Value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any securities issued by the Company.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include (without limitation):

(1) All borrowings and bills matured and accounts payable.

(2) All liabilities known, whether matured or not, including all matured contractual obligations that involve payments in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Company but not yet paid).

(3) All reserves, authorised or approved by the members of the Board, in particular those that have been built up to reflect a possible depreciation on some of the Company's assets.

(4) All other liabilities of the Company, of whatever nature with the exception of those represented by shares in the Company. To assess the amount of these other liabilities, the Company shall take into account all expenditure to be borne by it, including, without any limitation the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the constitutional documents, all translation costs, fees and expenses payable to any investment manager(s) or investment advisor(s) to the Company, the custodian and correspondent agents, the administrative agent, domiciliary agent or other agents and employees of the Company, as well as the permanent representatives of the Company in countries where it is subject to registration, the costs for legal assistance or the auditing of the Company's annual reports, the advertising costs, the cost of printing and publishing the documents prepared in order to promote the sale of shares, the costs of printing the financial reports, the cost of convening and holding shareholders' and meetings of the members of the Board and the Supervisory Board, reasonable travelling expenses of the members of the Board and the Supervisory Board, fees of the members of the Board and the Supervisory Board, the costs of registration statements, all taxes and duties charged by governmental authorities and stock exchanges, the costs of publishing the issue and redemption prices as well as any other running costs, including finder fees, financial, banking and brokerage expenses incurred when buying or selling assets or otherwise and all other administrative costs as well as reasonable insurance costs, including insurance costs for the members of the Board and the Supervisory Board, employees and agents of the Company, costs and expenses related to legal, notarial and /or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, involving, directly or indirectly, the Company, the members of the Board and the Supervisory Board, employees and agents of the Company as well as legal, to the extent as permitted by law, notarial and/or administrative proceedings and indemnifications resulting from such proceedings, related, directly or indirectly to former or existing shareholders.

In assessing the amount of such liabilities, the Company shall take into account pro rata temporis any expenses or other costs, administrative and other, that occur regularly or periodically.

C. There shall be established one pool of assets for each Class in the following manner:

(1) Proceeds resulting from the issue of shares in different Classes shall be allocated in the Company's books to the pool of assets attributable to that Class and the assets, liabilities, commitments, revenues and expenses relating to that Class shall be allocated to the corresponding pool in compliance with the provisions below.

(2) If an asset or a liability cannot be allocated to a given Class, this asset or liability shall be allocated to all Classes in equal parts or, if the amounts involved so justify, in proportion to the Net Asset Values of the relevant Classes or in any other manner the Board shall decide in good faith.

(3) Following a dividend distribution to shareholders of a Class, the Net Asset Value of that Class shall be reduced by the amount of the distribution.

D. For the purpose of valuation under this Article 12:



(a) each of the Company's shares subject to a redemption shall be considered as a share issued and outstanding until the close of business on the Valuation Day with respect to which it is redeemed and its price shall be considered a liability of the Company from the close of business on such Valuation Day until the price has been paid.

(b) each share to be issued by the Company in accordance with subscription forms received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Day with respect to which it is issued.

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per share of the relevant Class is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Class of shares; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of securities contracted for the Company with respect to such Valuation Day to the extent practicable.

### **Title III. Administration and Supervision**

**Art. 13.** The Company shall be managed by a Board composed of not less than three members and not more than fifteen members; members of the Board need not be shareholders of the Company.

The members of the Board shall be elected by the Supervisory Board for a period of one year, renewable and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a member of the Board may be removed with cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the Supervisory Board.

In the event of a vacancy in the office of a member of the Board appointed by the Supervisory Board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Board so appointed may elect, by majority vote, a new member of the Board to fill such vacancy until the next meeting of the Supervisory Board.

**Art. 14.** The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It shall also choose a secretary, who need not be a member of the Board, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board, the Supervisory Board and of the shareholders. The chairman shall preside at all meetings of the Board, but in his/her/its absence the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all members of the Board at least fourteen days in advance of such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by telefax, e-mail or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each member of the Board. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by telefax, e-mail or any other electronic means capable of evidencing such appointment, another member of the Board as his/her/its proxy. Any member of the Board may attend a meeting of the Board using teleconference or videoconference means if such means are provided for. Members of the Board may also cast their vote in writing or by telefax, e-mail or by any other electronic means capable of evidencing such vote.

The members of the Board may only act at duly convened meetings of the Board. Members of the Board may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Board's members are present or represented by another member of the Board as proxy at a meeting of the Board or are participating in a video-conference or conference call. Decision shall be taken by a majority of the votes of the members of the Board present or represented at such meeting or participating in the video-conference or conference call. For the calculation of quorum and majority, the members of the Board participating at the meeting of the Board by video-conference or by telecommunication means permitting their identification may be deemed to be present. Such means shall satisfy technical characteristics which ensure an effective participation at the meeting of the Board whose deliberations should be online without interruption. Such a Board meeting held at distance by way of such communication means shall be deemed to have taken place at the registered office of the Company. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Resolutions of the Board may also be passed in the form of a consent resolution in identical terms in the form of one or several documents in writing signed by all the members of the Board or by telefax, e-mail or by any other electronic means capable of evidencing such consent.

The Board from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, a secretary, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operations and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be members of the Board or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to physical persons or corporate entities which need

not be members of the Board. The Board may also delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the Board or not) as it thinks fit.

**Art. 15.** The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman, as the case may be, pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two members of the Board.

**Art. 16.** The Board is vested with the broadest powers to determine, in the Company's interest, the corporate policy and the course of conduct of management and business affairs of the Company and shall, in particular, have power to locate, evaluate and negotiate investment opportunities and to acquire, hold, sell, exchange, convert, re-finance or otherwise dispose of the Company's assets in accordance with the Company's investment policy, based upon the principle of risk spreading. All powers not expressly reserved by law or these Articles to the general meeting of shareholders and to the Supervisory Board fall within the competence of the Board.

**Art. 17.** The Company shall be supervised by a supervisory board (the "Supervisory Board") composed of at least three members who need not to be shareholders of the Company. The Supervisory Board shall appoint a chairman among its members. The chairman shall preside at all meetings of the shareholders and Supervisory Board, but in his/her/its absence the shareholders or the Board may appoint any person as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting. The members of the Supervisory Board shall be elected for a period ending at the next annual general meeting of shareholders and shall be eligible for re-appointment.

The members of the Supervisory Board shall be elected by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders shall also determine the number of members of the Supervisory Board, their remuneration and the term of their office. A member of the Supervisory Board may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a member of the Supervisory Board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Supervisory Board may elect, by a majority vote, a new member of the Supervisory Board to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders.

**Art. 18.** The members of the Supervisory Board shall meet whenever a decision entering within its duties, in accordance with Article 19 of these Articles is to be taken, upon call of its chairman or two members of the Supervisory Board or by the Board at the place indicated in the convening notice. The members of the Supervisory Board shall meet at least once every quarter.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to the members of the Supervisory Board at least twenty one days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the Supervisory Board.

No such convening notice is required if all the members of the Supervisory Board are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the Supervisory Board.

Any member of the Supervisory Board may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing in writing another member of the Supervisory Board as his proxy.

The Supervisory Board shall be validly held with the attendance of at least half of its members. Resolutions of the Supervisory Board are validly taken by the majority of the votes cast by the members of the Supervisory Board present or represented. Each member of the Supervisory Board may only cast one vote.

Any member of the Supervisory Board may participate in any meeting of the Supervisory Board by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

The resolutions of the Supervisory Board will be recorded in minutes signed by all the members of the Supervisory Board present or represented at the meeting.

Circular resolutions signed by all the members of the Supervisory Board shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 19.** The Supervisory Board shall have the powers assigned to it by law and these Articles in addition to the following duties:

- (a) establishing and monitoring compliance with the Company's investment policy, including any investment restrictions;
- (b) supervising and monitoring the appointment of the Company's service providers and those of its subsidiaries;
- (c) reviewing and monitoring compliance with the corporate governance framework and financial reporting procedures within which the Company operates;



(d) reviewing and (if thought fit) approving interim and annual financial statements on and providing general supervisory oversight to the Management Board and the operations of the Company's subsidiaries;

(e) for so long as shares in the Company are admitted to the Official List of the UK Listing Authority (or its successor from time to time), together with the Board considering and (if thought fit) approving any circular or corporate action which in accordance with the listing rules made by the UK Listing Authority under section 73A of the UK Financial Services and Markets Act 2000 (as modified or re-enacted from time to time) requires the recommendation of the directors of a public company or for which the recommendation of the directors of a public company with shares admitted to the Official list of the UK Listing Authority is customarily given;

(f) considering and (if thought fit) approving any prospective new issues, purchases or redemptions of Shares by the Company that are proposed by the Management Board (although this power does not extend to approving a prospectus issued by the Company in respect of any such issue); and

(g) setting the level and structure of the remuneration, compensation and any other benefits and entitlements for the directors, officers and employees of the Company and of the Company's subsidiaries.

In particular, the Supervisory Board shall have an unlimited right to inspect all the transactions of the Company; it may inspect, but not remove, the books, correspondence, minutes and in general all the records of the Company. For the avoidance of doubt the Supervisory Board shall not be responsible for approving any offering document in connection with any share issuance, albeit that this is without prejudice to the general duty of the Supervisory Board to supervise the management of the Company.

The Board shall at least every three months make a written report to the Supervisory Board on the progress and foreseeable development of the Company's business.

The Board shall promptly pass to the Supervisory Board any information on events likely to have a substantial (positive or negative) effect on the Company's situation.

The Supervisory Board may require the Board to provide information of any kind it needs to exercise supervision in accordance with the Law.

The Supervisory Board may undertake or arrange for any investigation necessary for the performance of its duties.

**Art. 20.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the Board, members of the Supervisory Board or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any member of the Board, member of the Supervisory Board or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any member of the Board, member of the Supervisory Board or officer of the Company may have any personal interest conflicting with that of the Company in any transaction of the Company, such member of the Board, member of the Supervisory Board or officer shall make known to the Board or to the Supervisory Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and a special report shall be made on such transaction at the next general meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board or to the Supervisory Board relates to current operations in the ordinary course of business of the Company, entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving any entity promoting the Company or any subsidiary thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion, provided that this personal interest is not considered as a conflictual interest according to applicable laws and regulations.

**Art. 21.** The Company shall indemnify any member of the Board, member of the Supervisory Board or officer, and his/her/its heirs, executors and administrators, against all liabilities, expenses, demands, damages and costs (including reasonable legal fees) reasonably incurred by him/her/it in connection with any action, suit or proceeding to which he/she/it may be made a party by reason of his/her/its being or having been a member of the Board, member of the Supervisory Board or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he/she/it is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he/she/it shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he/she/it may be entitled.

**Art. 22.** The Company will be bound by the joint signature of any two members of the Board or by the joint or single signature(s) of any other person(s) to whom such authority has been expressly delegated by the Board.

**Art. 23.** The Company shall appoint a réviseur d'entreprises agréé (independent auditor) who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the general meeting of the shareholders for a period determined

by such general meeting of shareholders and until its successor is elected. The appointment of the réviseur d'entreprises agréé is renewable.

#### **Title IV. General meetings - Accounting year - Distribution**

**Art. 24.** Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 25.** The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last business day of the month of April at 11.00 am (Luxembourg time). The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders or of holders of shares of any Class may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

**Art. 26.** The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class and regardless of the Net Asset Value per share within the Class, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his/her/its proxy in writing or by telefax or e-mail or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting. A company may execute a proxy under the hand of a duly authorized officer. At the Board's discretion, a shareholder may also act at any meeting of shareholders by video-conference or any other means of telecommunication allowing to identify such shareholder. Such means must allow the shareholder to effectively act at such meeting of shareholders, the proceedings of which must be retransmitted continuously to such shareholder.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein as a requiring a special resolution, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast. Matters requiring a special resolution shall require 75 per cent. of votes cast in favour to be passed. Votes cast shall not include votes in relation to shares represented at the meeting but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote. The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to notice setting forth the agenda sent at least twenty one days prior to the meeting to each shareholder at the shareholder's address in the Register and such notice shall set out the record date for the meeting in accordance with Article 26(4) of the Law.

Whenever the Board shall, pursuant to Article 7 have implemented or approved arrangements in respect of depositary interests or similar interests, investments or securities issued in respect of any shares in the Company, then any shareholder in respect of such share entitled to attend and vote at any general meeting of the Company (including any meeting of any relevant class of share) shall be entitled to appoint, as its proxy or corporate representative any one or more holders of such depositary interests or other securities aforesaid, to attend and vote at any such meeting on its behalf, and each such proxy or corporate representative present at any general meeting shall count as one person present for the purposes of Article 26. Each such proxy or corporate representative, shall be able to vote for or against (or abstain in respect of) any resolution in respect of the shares represented by such depositary interests or other securities irrespective of the manner in which such voting rights are exercised by any other proxy or corporate representative of such registered shareholder.

To the extent required by law, the convening notice shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations and in any other newspaper as determined by the Board.

**Art. 27.** The accounting year of the Company shall begin on first day of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year.

**Art. 28.** The general meeting of shareholders, upon recommendation of the Board, shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and may declare dividends from time to time.

Interim dividends may be distributed upon decision of the Board and subject to the consent of the Supervisory Board.

No distribution of dividends may be made if, as a result thereof, the capital of the Company became less than the minimum prescribed by law.

A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company.

No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of shares.

The Board may, if authorised by an resolution of the shareholders, offer any holders of any particular class of shares the right to elect to receive further shares (whether or not of that class), instead of cash in respect of all or part of any dividend specified by the resolution (a "Scrip Dividend") in accordance with the following provisions of this Article 28.

The resolution may specify a particular dividend (whether or not already declared) or may specify all or any dividends declared within a specified period, but such period may not end later than the conclusion of the fifth annual general meeting of the Company to be held following the date of the meeting at which the resolution is passed.

The basis of allotment shall be decided by the Board so that, as nearly as may be considered convenient, the value of the further shares, including any fractional entitlement, is equal to the amount of the cash dividend which would otherwise have been paid.

For the purposes of this Article 28 (and for such time as the relevant class of shares is admitted to trading on the main market of the London Stock Exchange) the value of the further shares shall be calculated by reference to the higher of the most recent Net Asset Value per share (as calculated by the Company's administrator from time to time) and the volume weighted average price for a fully paid share of the relevant class, as published by the London Stock Exchange plc, for the day on which such shares are first quoted "ex" the relevant dividend and the next immediately following four days on which such shares were traded (the "Scrip Price") provided that no election for a Scrip Dividend shall be valid if the Scrip Price is greater than the sum of the Net Asset Value per share plus a commission of five per cent. of the Net Asset Value per share. If the Scrip Price is more than the Net Asset Value per share but equal to or less than the sum of the Net Asset Value per share plus a commission of five per cent. of the Net Asset Value per share, the shares to be issued by way of Scrip Dividend shall be issued at the Net Asset Value per share plus a commission equal to the amount by which the Scrip Price exceeds the Net Asset Value per share which shall accrue to the benefit of the Company.

The Board shall give notice to the shareholders of their rights of election in respect of the Scrip Dividend and shall specify the procedure to be followed in order to make an election.

The dividend or that part of it in respect of which an election for the Scrip Dividend is made shall not be paid and instead further shares of the relevant class shall be allotted in accordance with elections duly made and the Board shall capitalise a sum to the aggregate nominal amount of the shares to be allotted out of such sums available for the purpose as the Directors may consider appropriate.

The further shares so allotted shall rank *pari passu* in all respects with the shares of the same class then in issue except as regards participation in the relevant dividend.

The Board may decide that the right to elect for any Scrip Dividend shall not be made available to shareholder resident in any territory, where in the opinion of the Board, compliance with local laws or regulations would be impossible or unduly onerous.

The Board may do all acts and things considered necessary or expedient to give effect to the provisions of a Scrip Dividend election and the issue of any shares in accordance with the provisions of this Article 28 and the Law, and may make such provisions as they think fit in the case of shares becoming distributable in fractions (including provisions under which, in whole or in part, the benefit of the fractional entitlements accrues to the Company rather than to the shareholder concerned).

## **Title V. Dissolution, Liquidation**

**Art. 29.** In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their remuneration. The net proceeds may not be distributed in kind to any holder of shares without the consent of any such holder.

If there is more than one Class of share in issue, the assets and liabilities of the Company shall be allocated to the relevant Class or Classes in accordance with Article 12(C) and any shareholders of the relevant Class shall be entitled to any surplus attributable to such Class in proportion to their respective shareholdings in such Class.

## **Title VI. Takeover Provisions**

**Art. 30.** If during the course of an offer to the shareholders of the Company, as set out in the Luxembourg law on takeover bids dated 19 May 2006 implementing Directive 2004/25/EC on takeover bids, or even before the date of the offer if the Management Board has reason to believe that a bona fide offer might be imminent, the Management Board and Supervisory Board shall not without the approval of the shareholders in general meeting:

- (1) take any action which may result in any offer or bona fide possible offer being frustrated or in shareholders being denied the opportunity to decide on its merits;
- (2) issue any shares;
- (3) issue or grant options in respect of any unissued shares;
- (4) create or issue, or permit the creation or issue of, any securities carrying rights of conversion into or subscription for shares;
- (5) sell, dispose of or acquire, or agree to sell, dispose of or acquire, assets of a material amount; or
- (6) enter into contracts otherwise than in the ordinary course of business.

The foregoing requirement for approval of of the shareholders in a general meeting shall be waived where the holders of shares carrying more than 50% of the voting rights of each class of shares (if relevant) state in writing that they approve the action proposed and would vote in favour of any resolution to that effect proposed at a general meeting.

### **Title VII. Final provisions**

**Art. 31.** The Company shall enter into a custodian agreement with a bank, which shall satisfy the requirements of the Luxembourg laws and the Law (the "Custodian"). The Custodian shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by the Law.

In case of withdrawal, whether voluntarily or not, of the Custodian, the Custodian will remain in function until the appointment, which must happen within two months, of another eligible credit institution.

**Art. 32.** These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

**Art. 33.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto and the Law.

#### *Subscription and Payment*

The subscriber has subscribed for the number of shares and have paid in cash the amount as mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital	Number of paid-in shares
Bilfinger Berger PI Corporate Services GmbH, prenamed . . . . .	GBP 29,000	29,000
Total . . . . .	GBP 29,000	29,000

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

#### *Transitory provisions*

- a.- The first financial year will begin on the date of formation of the Corporation and will end on 31 December 2011.
- b.- The first annual general meeting will be held in 2012.

#### *Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Articles 26, 26-3 and 26-5 of the Law of August 10, 1915 on Commercial Companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Corporation as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Extraordinary general meeting*

The above-named person, representing the entire subscribed capital and considering itself as having received due notice, has immediately held an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, it has passed the following resolutions.

#### *First resolution*

The following persons are appointed as members of the Supervisory Board for a period ending with the next annual general meeting:

- David Richardson, 56, Circus Lodge, Circus Road, London NW8 9IN, UK, British, 2 June 1951 in Woodford-UK
- Thomas Töpfer, Bilfinger Berger SE, Carl-Reiss-Platz 1-5, 68 165 Mannheim, Germany, German, 22 August 1961 in Frankfurt am Main-Germany
- Colin Maltby, 14 Chemin de la Gradelle, 1224 Chêne-Bougeries, Switzerland, British, 8 February 1951 in Torquay-UK
- Howard Myles, Chalet Carline, Résidence Les Tremplins du Praz, 73120 Le Praz de St Bon, France, British, 1 October 1949 in Bromley-UK

#### *Second resolution*

The registered office is fixed at Aerogolf Centre, 1a Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

#### *Third resolution*

The following is elected as independent auditor for a period ending with the next annual general meeting:

KPMG, 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, whom is known to the notary, by her surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: M. BIANCARELLI – H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 octobre 2011. Relation: LAC/2011/44486. Reçu soixante-quinze euros 75,00 EUR.

Le Receveur pd(signé): Tom Benning.

- POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt.-

Luxembourg, le onze octobre de l'an deux mille onze.

Référence de publication: 2011140153/785.

(110162204) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

---

**Leopard S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2370 Howald, 1, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 154.699.

—  
EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire du 13 septembre 2011, a pris à l'unanimité des voix la résolution suivante:

*Résolution*

L'assemblée générale nomme aux fonctions d'administrateur Monsieur Marcel LEYERS, administrateur, né à Esch-sur-Alzette le 4 juin 1962, demeurant à L-3317 Bergem, 21, Um Waisseraerch.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire suivante.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

*Pour la société*

Jean SECKLER

*Le notaire*

Référence de publication: 2011144174/18.

(110167064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**LTH (Logistik, Transport, Handel) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6686 Merttert, 32, route de Wasserbillig.

R.C.S. Luxembourg B 88.536.

—  
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011144175/10.

(110166953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Luisante S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 79.851.

—  
Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 octobre 2011.

*POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Signature

Référence de publication: 2011144176/12.

(110166918) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Lux Capital Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.235.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUX CAPITAL PARTNERS S.A.

Référence de publication: 2011144177/10.

(110167317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Lux Capital Partners S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 54, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 139.235.

*Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social le 30 septembre 2011;*

1) L'Assemblée décide d'accepter la démission, avec effet immédiat, de son poste d'administrateur de la société de:  
- Mademoiselle Célia Cerdeira, né le 15 décembre 1975 à Benquerença (Portugal) et demeurant professionnellement au 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg;

2) L'Assemblée décide de nommer à la fonction d'administrateur de la société avec effet immédiat pour une période se terminant lors de l'assemblée générale annuelle devant se tenir en 2013:

- Monsieur Mike Abreu Pais, né le 09 janvier 1981 à Luxembourg (Luxembourg) et demeurant professionnellement au 54, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUX CAPITAL PARTNERS S.A.

Référence de publication: 2011144178/18.

(110167326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Luxdeftec S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8440 Steinfort, 38, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 110.692.

*Auszug aus der Verwaltungsratssitzung vom 27.09.2011*

Der Sitz der Gesellschaft wird mit sofortiger Wirkung von 41a, route de Luxembourg, L-8440 Steinfort auf 38, route de Luxembourg, L-8440 Steinfort verlegt.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27. September 2011.

*Pour la société*

Référence de publication: 2011144179/13.

(110167610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**M Groupe Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 110.691.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011144181/10.

(110167188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---



**M.S. Offset s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3526 Dudelange, 95, rue des Minières.

R.C.S. Luxembourg B 70.190.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17/10/2011.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2011144182/12.

(110167147) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**BRE/Chestnut Topco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 163.900.

—  
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the twentieth day of May.

Before the undersigned Maître Francis Kessler, notary public, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

BRE/Europe 5Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500, registered with the Luxembourg trade and companies register under the number B 141.602,

here represented by Ms. Carole Noblet, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal in Luxembourg, on 20 May 2011.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its hereabove stated capacity, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The Company will assume the name of "BRE/Chestnut Topco II S.à r.l."

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers.



## B. Share capital - Shares

**Art. 6.** The Company's share capital is set at fifteen thousand British Pounds (GBP 15,000.-) represented by seven hundred fifty (750) shares with a par value of twenty British Pounds (GBP 20.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholders may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

## C. Management

**Art. 11.** The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, composed of at least two managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager or the board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

**Art. 12.** In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders or its members a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

**Art. 13.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

**Art. 14.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 15.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

#### **D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders**

**Art. 16.** Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 17.** Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 18.** If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

**Art. 19.** At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 20.** The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

**Art. 21.** Each year on the last day of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 22.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. Interim dividends may be distributed in compliance with the terms and conditions provided for by law.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 23.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 24.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

#### *Subscription and Payment*

The 750 shares have been subscribed by BRE/Europe 5Q S.à r.l., prenamed.

The shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of fifteen thousand British Pounds (GBP 15,000.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional provisions*

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the last day of December 2011.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand two hundred euro (€ 1,200.-).

#### *Resolutions*

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders, representing the entirety of the subscribed capital of the Company, have passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

2. BRE/Management 5 S.A., a société anonyme governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under section B number 151.600, is appointed manager of the Company for an indefinite period of time.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residences, said appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le vingt mai.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg.

A comparu:

BRE/Europe 5Q S.à r.l. une société à responsabilité limitée, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg et enregistrée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 141.602,

Ici représentée par Mlle Carole Noblet, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donné à Luxembourg, le 20 mai 2011.

La procuration signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

En particulier, la Société pourra fournir aux sociétés dans lesquelles elle détient une participation les services nécessaires à leur gestion, contrôle et mise en valeur. Dans ce but, la Société pourra demander l'assistance de conseillers extérieurs.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination de «BRE/Chestnut Topco II S.à r.l.».

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

### **B. Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) représenté par sept cent cinquante (750) parts sociales, d'une valeur de vingt livres sterling (GBP 20,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 10.** Le décès, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

### C. Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature de son gérant unique.

En cas de plusieurs gérants, la Société est administrée par un conseil de gérance, associés ou non. Dans ce cas la Société sera engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux membres du conseil de gérance. Les gérants sont librement et à tout moment révocables.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

**Art. 12.** Le conseil de gérance choisira parmi ses membres un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 13.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

**Art. 14.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 15.** Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

### D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

**Art. 16.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 17.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 18.** L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

**Art. 19.** Le nombre d'associés de la Société ne pourra jamais dépasser trente (30). Une personne physique ne pourra jamais prétendre au statut d'associé de la Société.

#### **E. Année sociale - Bilan - Répartition**

**Art. 20.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 21.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 22.** Cinq pour cent (5%) du bénéfice net est réservé à la création d'une réserve statutaire jusqu'à ce que cette réserve s'élève à dix pour cent (10%) du capital social. Le solde pourra être librement utilisé par le ou les actionnaire(s). Des dividendes intérimaires pourront être distribués conformément aux termes et conditions prévus par la loi.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 23.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 24.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

#### *Souscription et Libération*

Les sept cent cinquante (750) parts sociales ont été souscrites par BRE/Europe 5Q S.à r.l., préqualifiée.

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées de sorte que la somme de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) entièrement allouée au capital social, est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2011.

#### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents euros (€ 1.200,-).

#### *Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.
2. BRE/Management 5 S.A., une société anonyme régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 151.600, est nommée gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Noblet, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25 mai 2011. Relation: EAC/2011/6939. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): T. Thoma.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011140180/303.

(110162732) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

**Maestro SICAV (Lux), Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.905.

L'assemblée générale ordinaire du 12 octobre 2011 a décidé de renouveler les mandats de Petra Reinhard Keller, Guy Reiter et Germain Trichies en tant que membres du conseil d'administration de Maestro SICAV (Lux) ainsi que de nommer Jean-Paul Gennari et Eduard von Kymmel comme nouveaux membres du Conseil d'Administration de la Société.

Par conséquent, le conseil d'administration se compose comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2012:

- Petra Reinhard Keller, Membre du Conseil d'Administration

5, Kalanderplatz, CH-8045 Zurich

- Jean-Paul Gennari, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Guy Reiter, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Germain Trichies, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

- Eduard von Kymmel, Membre du Conseil d'Administration

5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

PricewaterhouseCoopers S.à r.l. a été réélu comme réviseur d'entreprises, et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Jacqueline Siebenaller / Daniel Breger

Référence de publication: 2011144183/27.

(110167116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Maitland Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2134 Luxembourg, 58, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 13.583.

*Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la société tenue en date du 22 juillet 2011:*

*Rectificatif concernant le dépôt n°L110165559 du 18/10/2011*

1. la nomination de l'administrateur Grant Richardson avec adresse Maitland House 1, River Park Gloucester Road, Mowbray 7700 South Africa, a été acceptée avec effet 22 juillet 2011 et ceci jusqu'à la prochaine assemblée générale qui se tiendra en 2011;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011144184/15.

(110167084) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Marais Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 122.550.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2011.

*Pour Marais Holding S.à r.l.*

Représentée par M. Matthijs BOGERS

*Gérant*

Référence de publication: 2011144185/13.

(110166933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Investment World Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.  
R.C.S. Luxembourg B 76.660.

*Extrait des résolutions du conseil d'administration prises par voie circulaire:*

En date du 30 septembre 2011, le Conseil d'Administration a décidé:

- de prendre note de la démission, avec effet au 30 septembre 2011, de Monsieur Thierry de BAYNAST de SEPT-FONTAINES de son poste d'administrateur de la Société,
- de coopter Monsieur Raymond GLODE en remplacement de Monsieur Thierry de BAYNAST de SEPTFONTAINES et de faire ratifier cette cooptation lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires de la Société.

Le conseil d'administration se compose comme suit:

- Mr. Geoffroy Linard de Guertechin, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 Bd Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg,
- Mr. Reginald Van Leer, Administrateur Indépendant, 63A, rue JP Huberty L-1742 Luxembourg
- Mr. Raymond Glode, Banque Privée Edmond de Rothschild Europe, 20 Bd Emmanuel Servais L-2535 Luxembourg.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Katie AGNES / Claire-Ingrid BERGE

Mandataire Commercial / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011144125/22.

(110167494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Issy les Moulineaux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 131.649.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue au siège social en date du 19/10/2011*

L'Assemblée a décidé:

- De désigner Monsieur Andrew Whitty, demeurant à Marine House, Clanwilliam Court, Dublin 2, Ireland, aux fonctions de Gérant de type A de la société jusqu'à l'Assemblée générale qui se tiendra en l'année 2012.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2011144126/13.

(110167669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Ifigenia S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 108.755.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Domiciliataire

Référence de publication: 2011144127/11.

(110167129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Ilix Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 77.954.

EXTRAIT

Il résulte de la décision prise lors de l'assemblée générale des actionnaires de la Société en date du 12 août 2011 que:

1. Le siège social de la Société est au 43 Boulevard Joseph II L-1840 Luxembourg.



Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

*Pour la Société*

*Signature*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011144128/15.

(110167235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Caris Life Sciences Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 32.400,00.**

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 150.587.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh day of September.

Before Maître Marc LECUIT, Civil law notary residing in Mersch.

**THERE APPEARED:**

Caris Life Sciences (Gibraltar) Limited, a private limited company incorporated under the laws of Gibraltar and having its registered office at 10/8 International Commercial Center, Csemates Square, Gibraltar, registered with the Gibraltar Companies House under number 102069 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mrs. Khadidjatou AMIDOU, Lawyer, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the followings:

(i) That it is the current sole shareholder of Caris Life Sciences Luxembourg Holdings S.à r.l., a private company with limited liability having its registered office at 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 150.587, incorporated by deed of the undersigned notary dated December 31<sup>th</sup>, 2009 (the "Incorporation Date") and published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations", number 112 of January 18<sup>th</sup>, 2010, which articles of association have since not been amended (the "Company"); and

(ii) That the Sole Shareholder has adopted the following resolutions.

*First resolution*

It is noted that the Company was incorporated with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by one hundred twenty-five (125) shares, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.-) each.

It is also noted that the Sole Shareholder now intends to use United States dollars («USD») rather than Euro («EUR») as functional currency of the Company and as currency of the Company's share capital and of the nominal value of the Company's issued shares and this with a retrospective effect as from the Incorporation Date.

Considering the above, it is hereby resolved to:

(i) change, with retrospective effect as from the Incorporation Date, the currency of the share capital of the Company and of the shares issued by the Company from EUR to USD;

(ii) to convert the amount of the nominal value of the shares issued by the Company from EUR 100.- (one hundred Euro) to USD 144.- (one hundred forty-four United States dollars) by using the exchange rate EUR/USD being 1.44 USD for 1.- EUR as generated by Oanda Corporation on December 31<sup>st</sup>, 2009;

(iii) to convert the share Capital of the Company from twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to eighteen thousand United States dollars (USD 18,000.-) using the exchange rate EUR/USD being 1.44 USD for 1.- EUR as generated by Oanda Corporation on December 31<sup>st</sup>, 2009.

*Second resolution*

As a consequence of the foregoing resolution, it is resolved to amend the first sentence of article 7 of the Company's articles of association to read as follows:

"The issued capital of the Company is set at eighteen thousand United States dollars (USD 18,000.-) divided into one hundred twenty-five (125) shares, with a nominal value of one hundred forty-four United States dollars (USD 144.-) each, all of which are fully paid up."

*Third resolution*

It is resolved to increase the share capital of the Company by an amount of fourteen thousand four hundred United States dollars (USD 14,400) so as to raise it from its current amount of eighteen thousand United States dollars (USD 18,000) to thirty-two thousand four hundred United States dollars (USD 32,400) by the issue of one hundred (100) new ordinary shares with a nominal value of one hundred forty-four United States dollars (USD 144) (the "New Shares"), the whole to be fully paid up through a contribution in cash to be made by Sole Shareholder.

*Fourth resolution*

It is resolved to accept the subscription and the payment by Sole Shareholder of the New Shares by a contribution in cash on the Company's bank account.

*Contributor's intervention - Subscription - Payment*

Thereupon intervenes the Sole Shareholder, hereby represented by Mrs. Khadidjatou AMIDOU.  
The Sole Shareholder declares to subscribe all the New Shares.

*Evidence of the contribution's existence*

A proof of the contribution's existence has been given to the undersigned notary.

*Fifth resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, and the contribution having been fully carried out, the shareholding of the Company is now composed of:

- Caris Life Sciences (Gibraltar) Limited: 225 shares of USD 144 each.

*Sixth resolution*

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the contribution having been fully carried out, it is resolved to amend the first sentence of article 7 of the Company's articles of association to read as follows:

"The issued capital of the Company is set at thirty-two thousand four hundred United States dollars (USD 32,400.-) divided into two hundred twenty-five (225) shares with a nominal value of one hundred forty-four United States dollars (USD 144.-) each, all of which are fully paid up."

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, he signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le vingt-sept septembre.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

**A COMPARU:**

Caris Life Sciences (Gibraltar) Limited, une société à responsabilité limitée régie par les lois de Gibraltar et ayant son siège social au 10/8 International Commercial Center, Csemates Square, Gibraltar, inscrite au registre des sociétés de Gibraltar sous le numéro 102069 (l'«Associée Unique»),

ici représentée par Madame Khadidjatou AMIDOU, Juriste, résident professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné qu'il prenne acte de ce qui suit:

(i) Qu'elle est l'associée unique de Caris Life Sciences Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.587, constituée par

acte du notaire soussigné daté du 31 décembre 2009 (la «Date de Constitution») et publié au «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations» numéro 112 daté du 18 janvier 2010, dont les statuts n'ont depuis lors pas été modifiés (la «Société»); et

(ii) Que l'Associée Unique a adopté les résolutions suivantes.

*Première résolution*

Il est pris acte de la constitution de la Société avec un capital social de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales de cent Euro (100,- EUR) chacune.

Il est également noté que l'Associée Unique a maintenant l'intention d'utiliser le Dollar Américain («USD») plutôt que l'Euro («EUR») comme devise de fonctionnement de la Société et comme devise du capital social de la Société ainsi que pour la valeur nominale des parts sociales émises par la Société et ce avec effet rétroactif à la Date de Constitution.

En conséquence de ce qui précède, il est décidé de:

(i) changer, avec effet rétroactif à la Date de Constitution, la devise du capital social de la Société et des parts sociales émises par la Société de l'EUR en USD;

(ii) de convertir le montant de la valeur nominale des parts sociales émises par la Société de cent Euro (100,- EUR) en cent quarante-quatre Dollars Américains (144,- USD) en utilisant le taux de change EUR/USD de 1,44 USD pour 1,- Euro tel que généré par l'Oanda Corporation le 31 décembre 2009;

(iii) de convertir le capital social de la Société de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) en dix-huit mille Dollars Américains (18.000,- USD) en utilisant le taux de change EUR/USD de 1,44 USD pour 1,- Euro tel que généré par l'Oanda Corporation le 31 décembre 2009.

*Deuxième résolution*

En conséquence de la résolution précédente, il est décidé de modifier la première phrase de l'article 7 des statuts de la Société qui doit être lue de la manière suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à dix-huit mille Dollars Américains (18.000,- USD) représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de cent quarante quatre Dollars Américains (144,- USD) chacune, toutes entièrement souscrites.»

*Troisième résolution*

Il est décidé d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de quatorze mille quatre cents Dollars Américains (14.400,- USD) afin de le porter de son montant actuel de dix-huit mille Dollars Américains (18.000,- USD) à trente-deux mille quatre-cents Dollars Américains (32.400,- USD) par l'émission de cent (100) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale de cent quarante quatre Dollars Américains (144,- USD) (les «Nouvelles Parts Sociales»), la totalité devant être libérée par un apport en espèces à effectuer par l'Associée Unique.

*Quatrième résolution*

Il est décidé d'accepter la souscription et le paiement par l'Associée Unique des Nouvelles Parts Sociales par un apport en espèces sur le compte bancaire de la Société.

*Intervention de l'Apporteur - Souscription - Paiement*

Intervient ensuite l'apporteur, ici représenté par Madame Khadidjatou AMIDOU.

L'apporteur déclare souscrire toutes les Nouvelles Parts Sociales.

*Preuve de l'existence de l'apport*

Une preuve de l'existence de l'apport a été fournie au notaire soussigné.

*Cinquième résolution*

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'actionariat de la Société est maintenant composée de:

(i) Caris Life Sciences (Gibraltar) Limited: 225 parts d'une valeur de 144,- USD chacune.

*Sixième résolution*

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, l'apport étant totalement réalisé, il est décidé de modifier la première phrase de l'article 7 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social émis de la Société est fixé à trente-deux mille quatre-cents Dollars Américains (32.400,- USD) représenté par deux cent vingt-cinq (225) parts sociales d'une valeur nominale de cent quarante quatre Dollars Américains (144,- USD) chacune, toutes entièrement souscrites.»

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison du présent acte, s'élève à environ mille deux cents Euros (EUR 1.200,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, constate que, sur demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande du même comparant et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, qualité et demeure, il a signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: K. AMIDOU, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 29 septembre 2011. Relation: MER/2011/1934. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 12 octobre 2011.

Référence de publication: 2011140187/162.

(110162710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 octobre 2011.

---

**Ingra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 49.025.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20.10.2010.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011144143/12.

(110167664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Interior Rent Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 2, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 86.904.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Centrale du Luxembourg SA

L-2530 LUXEMBOURG

4, RUE HENRI SCHNADT

Signature

Référence de publication: 2011144145/13.

(110167227) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**MariTeam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 107.832.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011144186/10.

(110167004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

---

**Innovative Software s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8366 Hagen, 4, Cité Pierre Braun.

R.C.S. Luxembourg B 155.773.

*Constatation de cession de parts sociales*

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à deux conventions de cession de parts sociales du 21/09/2011, signées sous seing privé par le cédant et les cessionnaires et acceptées par la gérance au nom de la société, le capital social de la société INNOVATIVE SOFTWARE SARL ayant son siège social à L-8366 Hagen, 4, Cité Pierre Braun, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 155.773, est désormais réparti comme suit:

- INNOVATIVE SOLUTIONS SARL, RCS Luxembourg B 155.640, avec siège à L-8366 Hagen, 4, Cité Pierre Braun . . . . .	56 parts sociales
- Forss-One Airline Cargo Management GmbH, HR Königstein im Taunus B 6093, avec siège à D-61476 Kronberg im Taunus, 6, Immanuel-Kant-Strasse . . . . .	22 parts sociales
- M. Richard STOKES, né le 28.04.1947 à Margate (Royaume-Uni), demeurant à Tall Timbers, Staines Road, TW18 2TA Middlesex (Royaume-Uni) . . . . .	<u>22 parts sociales</u>
Total cents parts sociales . . . . .	100 parts sociales

**Suit la traduction du texte qui précède en langue anglaise:**

Pursuant to two shares purchase agreements dated 21/09/2011 and duly signed by the seller and the buyers and approved by the director of the company, the share capital of INNOVATIVE SOFTWARE SARL, having its registered office in L-8366 Hagen, 4, Cité Pierre Braun, duly registered under number B 155.773 by the Trade and Companies Register in Luxembourg, is now subscribed as follows:

- INNOVATIVE SOLUTIONS SARL, RCS Luxembourg B 155.640, with registered office in L-8366 Hagen, 4, Cité Pierre Braun . . . . .	56 shares
- Forss-One Airline Cargo Management GmbH, HR Königstein im Taunus B 6093, with registered office in D-61476 Kronberg im Taunus, 6, Immanuel-Kant-Strasse . . . . .	22 shares
- Mr Richard STOKES, born on the 28.04.1947 in Margate (UK), residing in Tall Timbers, Staines Road, TW18 2TA Middlesex (UK) . . . . .	<u>22 shares</u>
Total one hundred shares . . . . .	100 shares
Hagen, le 18/10/2011.	Signature.

Référence de publication: 2011144144/34.

(110167482) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**MariTeam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 107.832.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011144187/10.

(110167006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.

**Magenda-J S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 49.936.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011144197/9.

(110167086) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2011.